

Est-on sûr que ça aurait été un mal ? On a pris des Français d'Algérie et ils ont pris de nous puisque lorsqu'ils ont quitté notre pays pour se replier sur la France ils se distinguaient nettement des Français de la métropole qui les assimilaient presque à des «Arabes» en raison de leur façon de parler, de gesticuler, de manger et de penser car il s'agissait bien d'une tournure d'esprit, d'une manière d'être algéro-européenne née de leur brassage avec les Algériens du cru. Leur recyclage ne les pas changés et ils ne se sont pas dissous dans la masse métropolitaine.

Lorsqu'un pays arabo-musulman est ébranlé par un changement de régime violent comme l'ont été l'Irak il y a longtemps et la Libye récemment, et que le pouvoir est mis à terre, on n'assiste pas à un bond en avant mais à un retour en arrière, aux conflits et massacres confessionnels, aux milices armées et aux chefs de guerre, à la vie tribale et aux vieilles haines. Dans le cas de l'Irak et de la Libye, le changement de régime a été possible grâce à l'intervention militaire étrangère, sinon les despotes seraient encore là. Comme en Syrie.

Après l'occupation de l'Irak en avril 2003 par les Américains et les Anglais, le penseur palestino-américain Edward Said avait pris position et fait campagne contre cette intervention. Un intellectuel irakien, Khalid Kishtaini, l'a contré dans un article publié la même année par *Asharq al-Awsat* où on pouvait lire : «Tous les sondages montrent qu'une majorité d'Irakiens approuvent la guerre, l'occupation et l'administration occidentales, et souhaitent leur maintien dans le pays... La raison est que nous nous sommes libérés de la tutelle occidentale et que nous sommes retournés à nos racines sous-développées...»

Je suis parvenu à la triste certitude que nous ne pourrions pas seuls reprendre le train de l'évolution là où nous l'avons laissé dans les années quarante, afin de nous hisser au niveau des nations en voie de développement. Nous n'y parviendrons pas sans un élément exogène qui puisse nous emmener, voire nous conduire sur cette voie. Sans cet élément étranger occidental, les Irakiens n'auraient pu se débar-

Bouteflika partira un jour ou l'autre, mais après avoir avili le pays et ses habitants plus qu'ils ne l'ont été sous tous ses prédécesseurs réunis et ses trois mandats.

rasser du régime de Saddam Hussein» (cf. *Courrier international* N°670, Paris, septembre 2003). On n'a pas vu les phénomènes et les malheurs observés en Irak et en Libye se reproduire en Tunisie et en Égypte, deux Etats enracinés dans la conscience populaire. Les Tunisiens ont trouvé dans leur société civile la force citoyenne nécessaire pour forcer l'islamisme vainqueur aux élections à entrer dans une constitution moderne, alors que les Egyptiens ont dû s'en remettre à l'armée pour les en débarrasser au risque d'une guerre civile qui a déjà commencé parce que leur société ne recelait pas la force citoyenne nécessaire pour contraindre dans le même sens l'islamisme : les forces démocratiques étaient désunies et faibles, comme dans l'Algérie de 1991 et d'aujourd'hui. Si bien que l'Égypte s'est vue obligée d'opérer une marche-arrière la ramenant à son point de départ : l'année 1952 et les «Officiers libres», avec Sissi à la place de Nasser. Le maréchal a demandé un mandat populaire pour liquider les Frères musulmans et il lui fut accordé séance tenante. Les opérations sont en cours, mais Sissi n'est pas Atatürk ; il n'a pas sa vision et se contentera donc de traiter le problème en surface.

En Tunisie l'esprit tribal, les chefs de guerre et l'intolérance envers les autres confessions sont des paradigmes qui ont été effacés des mentalités il y a très longtemps et ont été remplacés par une société homogène cimentée par des idées pro-

gressistes et où les individus ont majoritairement été gagnés à la culture citoyenne. Dans la tourmente de la révolution, les Tunisiens ont trouvé à quoi s'accrocher : l'héritage de Bourguiba et la Constitution qu'il a laissée et qui a joué le rôle de gilet de sauvetage. Les Libyens n'avaient pas cette chance. Kadhafi a détruit la monarchie traditionnelle des Senoussi pour mettre à sa place une monarchie plébéienne, ignare et prédatrice formée de sa famille et de membres de son clan qu'il a

A la désorientation favorisée par l'incapacité des autorités à faire des choix cohérents et à appliquer des réformes difficiles mais indispensables, s'est superposée une désorientation idéologique amenée par l'ouverture politique de 1989 où en un court laps de temps le pays s'est «kaboulisé».

appelée «al-jamahiriya al-ôdhma» (c'est le pendant de notre «chaâb âdhim»). En voulant remonter à leur passé pour y trouver une inspiration, ils ont vite rencontré l'ancienne organisation tribale et le découpage laissé par Montgomery et entériné par l'ONU en 1949. Et nous, que risquons-nous de trouver comme repères ou valeurs communes en cherchant autour de nous, dans nos souvenirs et nos référents, s'il devait nous arriver un malheur semblable à celui des Tunisiens, des Égyptiens ou des Libyens ? Un malheur dont en fait nous avons déjà eu un avant-goût qui nous brûle encore la gorge. Eh bien, nous ne trouverions rien ! La génération de Novembre a trop terni par ses abus, ses mauvais exemples, son égoïsme et son amour irraisonné de l'autoritarisme les valeurs et les idéaux de la Révolution. Ce ne sont plus que des mots vides de sens.

Le pouvoir n'a pas laissé de traditions de gouvernement qui incitent à l'idéalisme mais au saccage, à l'émeute et au nihilisme destructeur, surtout ces dernières années où tout le monde connaît les noms des corrompus et les monstrueux montants qu'ils ont détournés, sans comprendre pourquoi ils sont promus et protégés au lieu d'être poursuivis. En plus ils narguent la nation à la télévision parce sûrs de l'impunité. Cela ne s'est jamais vu avant Bouteflika.

Par ailleurs, aucune Constitution n'a laissé d'écho dans le subconscient algérien, et personne ne croit au «pouvoir constituant» du peuple. Si une Assemblée constituante devait être élue et se réunir pour rédiger une Constitution, elle ne lèverait jamais la séance. Comme le congrès de Tripoli (1962) qui n'a pas, à ce jour, déclaré sa session fermée.

Deux idées ont capté l'adhésion des Algériens depuis l'ouverture «démocratique» de 1989 : l'amazighisme et l'islamisme qui dominent toujours la carte idéologique et politique du pays. Tout le reste n'est que soit encanaillement pour les partis administratifs soit comptines et pas de danse devant le miroir des médias pour le reste. Or si on saute par-dessus la période d'indépendance et la Révolution, que pourrions-nous trouver ? Un siècle et quart de colonisation française précédés de trois siècles de Régence turque, avant de tomber sur des royaumes régionaux éphémères et de type théocratique qui ont fleuri quelque temps à Tiaret, Béjaïa, Tlemcen ou Alger. Seuls les Mozabites, n'étaient les inexplicables violences qui ont mis à mal leur cohabitation avec les «Arabes», tiraient leur épingle du jeu car ils possèdent depuis des siècles des institutions consensuelles qui régulent leur vie sociale et économique. Mais pourraient-ils vivre en autarcie ? Le reste des Algériens n'a rien conservé dans son psychisme ou sa mémoire de relatif à ces royaumes et dynasties. Encore moins de la période

numide qu'ils ne connaissent que par les livres d'histoire. Ce dont ils sont pleins par contre, c'est de souvenirs tout frais, concrets et vivaces qu'ils gardent et chérissent : ceux du bled, du douar, de la déchra, du ârch, de la tribu, du dernier conflit pour une source d'eau, une limite de terre ou une haine recuite pour un bestiau volé par un proche du gaïd avant la Révolution. Ils y trouveront le charme de la vie écologique mais aussi le virus de la division, des querelles de voisinage, des jalou-

sies ancestrales et des vendettas d'honneur. Si notre Etat devait donc s'effondrer, et ça lui est arrivé entre 1992 et 1995 où il n'y avait ni président, ni Parlement, ni assemblées communales et wilayales, il y aurait toujours l'armée, mais elle se sentirait de cet effondrement et ne pourrait pas tenir indéfiniment à bout de bras la nation désarticulée. Que peut-elle faire du reste dans un pays où l'économie est à l'arrêt ou anéantie ? Sans elle, notre pays serait devenu un califat où les chefs de guerre n'auraient pas tardé à proclamer chacun leur territoire d'influence, voire leur émirat. Mais elle ne possède pas la solution durable, elle ne peut rien contre un problème de nature socioculturelle comme on le constate au Yémen où les mentalités et les traditions sont réfractaires à la notion d'Etat.

La solution idoine et durable est dans la cohésion de la société, dans son unité morale, dans son acclimatation à l'esprit républicain et à la culture démocratique et dans son dynamisme économique. «L'homme malade» turc s'est rétabli à par-

tir de 1923 grâce à son armée et à l'esprit décisionnaire de son chef, Mustapha Kamal, qui avait tôt compris qu'il n'était pas possible d'échapper à l'occupation et au dépeçage territorial en traînant à son pied le boulet califal. Aussi s'en est-il débarrassé par la force et instauré une République tournée vers la modernité. Mais, ô paradoxe ! c'est un gouvernement islamique qui, en une quinzaine d'années, a fait de la Turquie pauvre héritée d'Atatürk et des régimes militaires un pays développé.

Il a réussi dans cette tâche parce qu'il a respecté le caractère républicain et laïc de la Turquie ; il n'a pas été tenté d'exhumer le califat et a été encadré dans son évolution par les «critères de convergence» dictés par l'Union européenne contre la promesse d'une intégration qui, aux yeux des Turcs, tarde à être conclue. Où va l'Algérie ? Ou allons-nous ? A notre destin tout simplement, un destin qu'on peut connaître à l'avance contrairement à ce qu'on pense. Il sera assurément misérable et tragique si nous nous laissons prendre dans l'étau de l'encanaillement venu d'en haut et du charlatanisme monté d'en bas, comme il pourrait être celui d'un pays normal, doté d'atouts naturels et d'une population entreprenante qui, si elle est bien éduquée et qu'on lui ouvre les portes du travail et de l'initiative économique, pourra transformer les atouts de la nature en dynamique sociale profitable à tous.

Une seule chose a de tout temps manqué à ce pays : une vision d'ensemble, un discours de vérité, un sens de l'exemple au niveau de ses dirigeants et un cap allant du plus court au plus long terme. Avec la prestation du serment constitutionnel s'achève la série consacrée au 4^e mandat dont cette contribution était la seizième. Il faut maintenant laisser venir les événements. Merci aux lecteurs et au journal.

N. B.

Publicité

Banque Nationale d'Algérie



البنك الوطني الجزائري

TRANSFERT DE L'AGENCE PRINCIPALE BOUFARIK «430»

LA BANQUE NATIONALE D'ALGÉRIE
A LE PLAISIR D'INFORMER SON AIMABLE
CLIENTÈLE ET SES PARTENAIRES,
DU TRANSFERT DE L'AGENCE «BOUFARIK»
VERS UN NOUVEAU SIÈGE À COMPTER DU
DIMANCHE 27 AVRIL 2014.

Agence	Boufarik
Indice comptable	430
Adresse :	13 avenue Soudani Boudjemaâ Boufarik, w. BLIDA
Tél.	025 47 16 53 - 47 16 52 - 47 16 55
DRE de rattachement	DRE Blida «189»

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Anep n° 201 563 - Le Soir d'Algérie du 27/04/2014